



Conseil économique et social

Provisoire

15 juillet 2009

Français

Original : anglais

Session d'organisation pour 2009

Compte rendu analytique provisoire de la 7^e séance

Tenue au Siège, à New York, le lundi 18 mai 2009, à 10 heures

Présidente : M^{me} Lucas (Luxembourg)

Sommaire

Élections, présentation de candidatures, confirmation des candidatures et nominations (*suite*)

Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation (*suite*)

Les rectifications au présent compte rendu doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza.



La séance est ouverte à 10 h 20.

Élections, présentation de candidatures, confirmation des candidatures et nominations *(suite)*
(E/2009/2/Add.1, Add.1/Corr.1 et Add.2)

Organe international de contrôle des stupéfiants (E/2009/9/Add.10, E/2009/9/Add.12, E/2009/9/Add.13 et E/2009/9/Add.18)

1. **La Présidente** appelle l'attention sur le document E/2009/9/Add.13, qui contient des renseignements sur les candidats présentés par l'Organisation mondiale de la Santé. Étant donné qu'il n'y a que trois candidats et un seul siège à pourvoir, elle invite le Conseil à élire l'un d'entre eux au scrutin secret comme membre de l'Organe international de contrôle des stupéfiants pour un mandat de cinq ans prenant effet le 2 mars 2010.

2. *Sur l'invitation de la Présidente, M. Dah (Côte d'Ivoire) et M. Palavicini-Guédez (République bolivarienne du Venezuela) assument les fonctions de scrutateurs.*

3. *Il est procédé au vote au scrutin secret.*

<i>Nombre de bulletins déposés :</i>	51
<i>Nombre de bulletins valables :</i>	51
<i>Nombre de votants :</i>	51
<i>Majorité requise :</i>	26
<i>Nombre de voix obtenues :</i>	
M. Rajat Ray (Inde)	25
M ^{me} Soyannwo (Nigeria)	18
M. Gallardo (Chili)	8

4. *Aucun candidat n'ayant obtenu la majorité requise, il est procédé à un deuxième vote au scrutin secret, limité aux deux candidats qui ont recueilli le plus grand nombre de voix.*

5. *Sur l'invitation de la Présidente, M. Maboundou (Congo) et M. Dugan (États-Unis d'Amérique) assument les fonctions de scrutateurs.*

<i>Nombre de bulletins déposés :</i>	51
<i>Nombre de bulletins valables :</i>	51
<i>Nombre de votants :</i>	51
<i>Majorité requise :</i>	26
<i>Nombre de voix obtenues :</i>	
M. Ray (Inde)	30
M ^{me} Soyannwo (Nigeria)	21

6. *M. Ray (Inde) est élu membre de l'Organe international de contrôle des stupéfiants.*

7. **La Présidente** appelle l'attention sur la liste des candidats proposés par les gouvernements, contenue dans le document E/2009/9/Add.10, et sur les notices bibliographiques contenues dans le document E/2009/9/Add.12, et invite le Conseil à élire au scrutin secret cinq membres de l'Organe international de contrôle des stupéfiants pour un mandat de cinq ans prenant effet le 2 mars 2010. Le Gouvernement indien a retiré la candidature de M. Chandra Verma.

8. *Sur l'invitation de la Présidente, M^{me} Velichko (Biélorus) et M. Mohamed (Iraq) assument les fonctions de scrutateurs.*

Il est procédé au vote au scrutin secret.

<i>Nombre de bulletins déposés :</i>	51
<i>Nombre de bulletins nuls :</i>	1
<i>Nombre de bulletins valables :</i>	50
<i>Nombre de votants :</i>	50
<i>Majorité requise :</i>	26
<i>Nombre de voix obtenues :</i>	
M. Moinard (France)	43
M. Sumyai (Thaïlande)	32
M ^{me} Dmitrieva (Fédération de Russie)	27
M. Uribe Granja (Colombie)	26
M. Naidoo (Afrique du Sud)	23
M. Sieroslawski (Pologne)	18
M. Pompey (Saint-Vincent-et-les-Grenadines)	15
M. Sarsilmaz (Turquie)	15
M. Mørland (Norvège)	12
M. Egnakou (Côte d'Ivoire)	10
M. Kamil Kalina (République tchèque)	8
M. Eduardo Kalina (Argentine)	4
M ^{me} Llerena (Argentine)	4
M. Thapa (Népal)	4
M. Le Gollee (Tchad)	3
M ^{me} Petrusevska (ex-République yougoslave de Macédoine)	1
M. Zhariev (ex-République yougoslave de Macédoine)	0

9. *Ayant obtenu la majorité requise, M^{me} Dmitrieva (Fédération de Russie), M. Moinard (France), M. Sumyai (Thaïlande) et M. Uribe Granja (Colombie) sont élus membres de l'Organe international de contrôle des stupéfiants.*

10. *Aucun autre candidat n'ayant obtenu la majorité requise, il est procédé à un deuxième vote au scrutin secret, limité aux deux candidats non élus qui ont*

obtenu le plus grand nombre de voix au scrutin précédent.

11. *Sur l'invitation de la Présidente, M^{me} Velichko (Bélarus) et M. Mohamed (Iraq) assument à nouveau les fonctions de scrutateurs.*

<i>Nombre de bulletins déposés :</i>	52
<i>Nombre de bulletins valables :</i>	52
<i>Abstentions :</i>	1
<i>Nombre de votants :</i>	51
<i>Majorité requise :</i>	26
<i>Nombre de voix obtenues :</i>	
M. Naidoo (Afrique du Sud)	32
M. Sieroslawski (Pologne)	19

12. *Ayant obtenu la majorité requise, M. Naidoo (Afrique du Sud) est élu membre de l'Organe international de contrôle des stupéfiants.*

Commission de statistique (E/2009/9/Add.1)

13. **La Présidente** invite le Conseil à élire huit membres de la Commission de statistique pour un mandat de quatre ans prenant effet le 1^{er} janvier 2010.

14. **M^{me} de Laurentis** (Secrétaire du Conseil) dit que le Groupe des États d'Afrique a appuyé la candidature du Botswana, du Cameroun et du Maroc; que le Groupe des États d'Europe orientale a appuyé la candidature de la Fédération de Russie; que le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes a appuyé la candidature de la Colombie; et que le Groupe des États d'Europe occidentale et autres États a appuyé la candidature de l'Australie, de l'Italie et de la Norvège.

15. **La Présidente** dit que, puisque le nombre de candidats de chaque groupe régional est égal au nombre de sièges à pourvoir pour chaque groupe, elle croit comprendre que le Conseil souhaite élire les candidats proposés par acclamation.

16. *Il en est ainsi décidé.*

17. *L'Australie, le Botswana, le Cameroun, la Colombie, la Fédération de Russie, l'Italie, le Maroc et la Norvège et sont élus membres de la Commission de statistique.*

Commission de la population et du développement (E/2009/9/Add.1)

18. **La Présidente** invite le Conseil à élire 16 membres de la Commission de la population et du développement pour un mandat de quatre ans prenant

effet à la première séance, qui se tiendra en 2010, de la quarante-quatrième session de la Commission et prenant fin à la clôture de la quarante-septième session, en 2014.

19. **M^{me} de Laurentis** (Secrétaire du Conseil) dit que le Groupe des États d'Afrique a appuyé la candidature de l'Angola, du Ghana, du Malawi et du Sénégal; que le Groupe des États d'Asie appuyé la candidature de la Chine, de l'Inde, de la Malaisie et des Philippines; que le Groupe des États d'Europe orientale a appuyé la candidature de la Fédération de Russie et de la Hongrie; que le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes a appuyé la candidature du Guatemala, de la Jamaïque et de Sainte-Lucie; et que le Groupe des États d'Europe occidentale et autres États a appuyé la candidature du Luxembourg et du Royaume-Uni.

20. **La Présidente** dit que, puisque le nombre de candidats de chaque groupe régional est égal au nombre de sièges à pourvoir pour chaque groupe, elle croit comprendre que le Conseil souhaite élire les candidats proposés par acclamation.

21. *Il en est ainsi décidé.*

22. *L'Angola, la Chine, la Fédération de Russie, le Ghana, le Guatemala, la Hongrie, l'Inde, la Jamaïque, le Luxembourg, la Malaisie, le Malawi, les Philippines, Sainte-Lucie, le Sénégal et le Royaume-Uni sont élus membres de la Commission de la population et du développement.*

23. **La Présidente** invite le Conseil à élire un membre du Groupe des États d'Asie à la Commission de la population et du développement afin d'occuper le siège restant à pourvoir pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et prenant fin à la clôture de la quarante-sixième session, en 2013.

24. **M^{me} de Laurentis** (Secrétaire du Conseil) dit que le Groupe des États d'Asie a appuyé la candidature de l'Indonésie.

25. **La Présidente** dit qu'elle croit comprendre que le Conseil souhaite élire le candidat proposé par acclamation.

26. *Il en est ainsi décidé.*

27. *L'Indonésie est élue membre de la Commission de la population et du développement.*

28. **La Présidente** dit qu'en l'absence d'autres candidats pour la Commission de la population et du

développement, elle croit comprendre que le Conseil souhaite reporter à plus tard l'élection d'un membre du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes et d'un membre du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États pour un mandat de quatre ans prenant effet à la première séance de la quarante-quatrième session de la Commission et prenant fin à la clôture de la quarante-septième session, en 2014.

29. *Il en est ainsi décidé.*

Commission de la condition de la femme
(E/2009/9/Add.1)

30. **La Présidente** invite le Conseil à élire 13 membres de la Commission de la condition de la femme pour un mandat de quatre ans prenant effet à la première séance de la cinquante-cinquième session de la Commission, en 2010, et prenant fin à la clôture de la cinquante-huitième session de la Commission, en 2014.

31. **M^{me} de Laurentis** (Secrétaire du Conseil) dit que le Groupe des États d'Afrique a appuyé la candidature des Comores, de la Gambie de la Jamahiriya arabe libyenne, de la République centrafricaine et du Swaziland; que le Groupe des États d'Asie a appuyé la candidature du Bangladesh, de la Malaisie, de la Mongolie, des Philippines et de la République de Corée; et que le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes a appuyé la candidature de l'Argentine, d'El Salvador et de l'Uruguay.

32. **La Présidente** dit que, puisque le nombre de candidats de chaque groupe régional est égal au nombre de sièges à pourvoir pour chaque groupe, elle croit comprendre que le Conseil souhaite élire les candidats proposés par acclamation.

33. *Il en est ainsi décidé.*

34. *L'Argentine, le Bangladesh, les Comores, El Salvador, la Gambie, la Jamahiriya arabe libyenne, la Malaisie, la Mongolie, les Philippines, la République centrafricaine, la République de Corée, le Swaziland et l'Uruguay sont élus membres de la Commission de la condition de la femme.*

Commission des stupéfiants (E/2009/9/Add.1)

35. **La Présidente** invite le Conseil à élire 20 membres de la Commission des stupéfiants pour un mandat de quatre ans prenant effet au 1^{er} janvier 2010.

36. **M^{me} de Laurentis** (Secrétaire du Conseil) dit que le Groupe des États d'Afrique a appuyé la candidature de la Côte d'Ivoire, du Ghana, de la Sierra Leone et du Swaziland; que le Groupe des États d'Asie a appuyé la candidature de l'Arabie saoudite, de l'Inde, du Myanmar et de la République démocratique populaire lao; que le Groupe des États d'Europe orientale a appuyé la candidature du Bélarus, de la Fédération de Russie et de la Roumanie; que le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes a appuyé la candidature de (l'État plurinational de) la Bolivie, du Brésil, du Chili et de la Colombie; et que le Groupe des États d'Europe occidentale et autres États a appuyé la candidature de l'Australie, de la Belgique, du Canada, de la France et du Royaume-Uni.

37. **La Présidente** dit que, puisque le nombre de candidats de chaque groupe régional est égal au nombre de sièges à pourvoir pour chaque groupe, elle croit comprendre que le Conseil souhaite élire les candidats proposés par acclamation.

38. *Il en est ainsi décidé.*

39. *L'Arabie saoudite, l'Australie, le Bélarus, la Belgique, (l'État plurinational de) la Bolivie, le Brésil, le Canada, le Chili, la Colombie, la Côte d'Ivoire, la Fédération de Russie, la France, le Ghana, l'Inde, le Myanmar, la République démocratique populaire lao, la Roumanie, le Royaume-Uni, la Sierra Leone et le Swaziland sont élus membres de la Commission des stupéfiants.*

Commission pour la prévention du crime et la justice pénale (E/2009/9/Add.1)

40. **La Présidente** invite le Conseil à élire 20 membres de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale pour un mandat de trois ans prenant effet le 1^{er} janvier 2010.

41. **M^{me} de Laurentis** (Secrétaire du Conseil) dit que le Groupe des États d'Afrique a appuyé la candidature de l'Angola, du Bénin, du Cameroun et du Nigeria; que le Groupe des États d'Asie a appuyé la candidature de l'Inde, de l'Iran (République islamique d'), du Pakistan, des Philippines et de l'Arabie saoudite; que le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes a appuyé la candidature de l'Argentine, du Brésil, du Chili, du Mexique et de Saint-Vincent-et-les-Grenadines; et que le Groupe des États d'Europe occidentale et autres États a appuyé la candidature du

Canada, des États-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni et de la Turquie.

42. **La Présidente** dit que, puisque le nombre de candidats de chaque groupe régional est égal au nombre de sièges à pourvoir pour chaque groupe, elle croit comprendre que le Conseil souhaite élire les candidats proposés par acclamation.

43. *Il en est ainsi décidé.*

44. *L'Angola, l'Arabie saoudite, l'Argentine, le Bélarus, le Bénin, le Brésil, le Cameroun, le Canada, le Chili, les États-Unis d'Amérique, l'Inde, l'Iran (République islamique d'), le Mexique, le Nigéria, le Pakistan, les Philippines, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, le Royaume-Uni, la Turquie et l'Ukraine sont élus membres de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale.*

Commission du développement durable
(E/2009/9/Add.1)

45. **Le Président** invite le Conseil à élire 17 membres de la Commission du développement durable pour un mandat de trois ans prenant effet à la séance d'organisation de la dix-neuvième session de la Commission, en 2010, et prenant fin à la clôture de la vingt-et-unième session, en 2013.

46. **M^{me} de Laurentis** (Secrétaire du Conseil) dit que le Groupe des États d'Afrique a appuyé la candidature de l'Algérie, du Bénin, de la Côte d'Ivoire et du Togo; que le Groupe des États d'Asie a appuyé la candidature du Kazakhstan, de la Malaisie, de la Mongolie et de la Thaïlande; que le Groupe des États d'Europe orientale a appuyé la candidature du Bélarus et de la Lettonie; que le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes a appuyé la candidature des Bahamas, du Panama et du Pérou; et que le Groupe des États d'Europe occidentale et autres États a appuyé la candidature du Danemark, de la France, de la Norvège et des Pays-Bas.

47. **La Présidente** dit, puisque le nombre de candidats de chaque groupe régional est égal au nombre de sièges à pourvoir pour chaque groupe, elle croit comprendre que le Conseil souhaite élire les candidats proposés par acclamation.

48. *Il en est ainsi décidé.*

49. *L'Algérie, les Bahamas, le Bélarus, le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Danemark, la France, le Kazakhstan,*

la Lettonie, la Malaisie, la Mongolie, les Pays-Bas, la Norvège, le Panama, le Pérou, la Thaïlande et le Togo sont élus membres de la Commission du développement durable.

50. **La Présidente** invite le Conseil à élire deux membre du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États à la Commission du développement durable afin d'occuper deux sièges restant à pourvoir, pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et prenant fin à la clôture de la vingtième session de la Commission, en 2012.

51. **M^{me} de Laurentis** (Secrétaire du Conseil) dit que le Groupe des États d'Europe occidentale et autres États a appuyé la candidature du Luxembourg et du Royaume-Uni.

52. **La Présidente** dit qu'elle croit comprendre que le Conseil souhaite élire les candidats proposés par acclamation.

53. *Il en est ainsi décidé.*

54. *Le Luxembourg et le Royaume-Uni sont élus membres de la Commission du développement durable.*

Comité du programme et de la coordination
(E/2009/9/Add.2)

55. **La Présidente** invite le Conseil à présenter sept candidats à élire par l'Assemblée générale au Comité du programme et de la coordination pour un mandat de trois ans prenant effet le 1^{er} janvier 2010.

56. **M^{me} de Laurentis** (Secrétaire du Conseil) dit que le Groupe des États d'Afrique a appuyé la candidature des Comores et de la Namibie; que le Groupe des États d'Europe orientale a appuyé la candidature de la Fédération de Russie; que le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes a appuyé la candidature du Venezuela (République bolivarienne du); et qu'Israël est le pays dont la candidature n'a pas été appuyée par le Groupe des États d'Europe occidentale et autres États.

57. **La Présidente** dit que, puisque le nombre de candidats de chaque groupe régional est égal au nombre de sièges à pourvoir pour chaque groupe, elle croit comprendre que le Conseil souhaite élire les candidats proposés par acclamation.

58. *Il en est ainsi décidé.*

59. *Les Comores, la Namibie, la Fédération du Russie et le Venezuela (République bolivarienne du) sont présentés en tant que candidats à élire par l'Assemblée générale au Comité du programme et de la coordination.*

60. **La Présidente** appelle le Conseil à prendre une décision sur un des sièges restant à pourvoir au Comité du programme et de la coordination suite aux élections précédentes.

61. **M^{me} de Laurentis** (Secrétaire du Conseil) dit que le Groupe des États d'Europe occidentale et autres États a appuyé la candidature d'Israël.

62. **La Présidente** dit qu'elle croit comprendre que le Conseil souhaite présenter le candidat proposé pour élection par l'Assemblée générale pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et prenant fin le 31 décembre 2009.

63. *Il en est ainsi décidé.*

64. *La candidature d'Israël est présentée pour élection par l'Assemblée générale au Comité du programme et de la coordination.*

65. **La Présidente** dit qu'en l'absence de tout autre candidat pour le Comité du programme et de la coordination, elle croit comprendre que le Conseil souhaite reporter à plus tard la présentation d'un membre du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes et d'un membre du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États, pour élection par l'Assemblée générale au Comité du programme et de la coordination pour un mandat de trois ans prenant effet le 1^{er} janvier 2010.

66. *Il en est ainsi décidé.*

67. **La Présidente** rappelle qu'il reste trois sièges à pourvoir au Comité du programme et de la coordination par des membres du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États, pour un mandat prenant fin le 31 décembre 2011.

Comité d'experts du transport des marchandises dangereuses et du Système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques (E/2009/9/Add.14 et Add.15)

68. **La Présidente** appelle l'attention sur les documents E/2009/9/Add.14 et Add.15 relatifs à une candidature du Kenya, en qualité de membre de plein exercice du Comité d'experts du transport des

marchandises dangereuses et du Système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques, y compris de ses deux sous-comités, et à une candidature de la République de Corée, en qualité de membre de plein exercice du Sous-Comité d'experts du Système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques. Elle croit comprendre que le Conseil souhaite appuyer la décision du Secrétaire général d'approuver les candidatures du Kenya et de la République de Corée.

69. *Il en est ainsi décidé.*

Groupe de travail intergouvernemental d'experts des normes internationales de comptabilité et de publication (E/2009/9/Add.3)

70. **La Présidente** invite le Conseil à élire 13 membres du Groupe de travail intergouvernemental d'experts des normes internationales de comptabilité et de publication pour un mandat de trois ans prenant effet le 1^{er} janvier 2010.

71. **M^{me} de Laurentis** (Secrétaire du Conseil) dit que le Groupe des États d'Afrique a appuyé la candidature du Bénin, du Cameroun, de l'Égypte et de la République-Unie de Tanzanie; et que le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes a appuyé la candidature du Brésil.

72. **La Présidente** dit que, puisque le nombre de candidats du Groupe des États d'Afrique et du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes est égal ou inférieur au nombre de sièges à pourvoir par chaque groupe, elle croit comprendre que le Conseil souhaite élire les candidats proposés par acclamation.

73. *Il en est ainsi décidé.*

74. *Le Bénin, le Brésil, le Cameroun, l'Égypte et la République-Unie de Tanzanie sont élus membres du Groupe de travail intergouvernemental d'experts des normes internationales de comptabilité et de publication.*

75. **La Présidente** invite le Conseil à prendre une décision sur un des sièges restant à pourvoir au Groupe de travail intergouvernemental d'experts des normes internationales de comptabilité et de publication suite aux élections précédentes.

76. **M^{me} de Laurentis** (Secrétaire du Conseil) dit que le Groupe des États d'Afrique a appuyé la candidature de la Namibie.

77. **La Présidente** dit qu'elle croit comprendre que le Conseil souhaite élire le candidat proposé par acclamation pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et prenant fin le 31 décembre 2011.

78. *Il en est ainsi décidé.*

79. *La Namibie est élue membre du Groupe de travail intergouvernemental d'experts des normes internationales de comptabilité et de publication.*

80. **La Présidente** dit qu'en l'absence de tout autre candidat pour le Groupe de travail intergouvernemental d'experts des normes internationales de comptabilité et de publication, elle croit comprendre que le Conseil souhaite reporter à plus tard l'élection de quatre membres du Groupe des États d'Asie, de deux membres du Groupe des États d'Europe orientale et de deux membres du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes pour un mandat de trois ans prenant effet le 1^{er} janvier 2011.

81. *Il en est ainsi décidé.*

82. **La Présidente** dit qu'elle croit également comprendre que le Conseil souhaite reporter à plus tard l'élection de trois membres du Groupe des États d'Asie et de deux membres du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et prenant fin le 31 décembre 2009, ainsi que l'élection d'un membre du Groupe des États d'Afrique, de trois membres du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes et de six membres du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et prenant fin le 31 décembre 2011.

83. *Il en est ainsi décidé.*

Comité des politiques de développement

84. **La Présidente** appelle l'attention sur l'annotation dans l'ordre du jour provisoire du Conseil concernant le report de la décision relative à la nomination de 24 experts auprès du Comité des politiques de développement, en attendant que le Conseil dispose d'informations sur les candidats proposés par le Secrétaire général.

Comités d'experts de l'administration publique
(E/2009/9/Add.11 et Add.16)

85. **La Présidente** invite le Conseil à envisager la nomination de 24 membres du Comité d'experts de

l'administration publique dont des informations biographiques figurent dans les documents E/2009/9/Add.11 et E/2009/9/Add.16. Elle croit comprendre que le Conseil souhaite approuver la présentation de 24 experts par le Secrétaire général et qu'il convient de les nommer au Comité pour un mandat de quatre ans prenant effet le 1^{er} janvier 2010.

86. *Il en est ainsi décidé.*

Comité d'experts de la coopération internationale en matière fiscale

87. **La Présidente** appelle l'attention sur l'annotation dans l'ordre du jour provisoire du Conseil concernant la nomination de 25 experts au Comité d'experts de la coopération internationale en matière fiscale. Le Conseil disposera de la liste des experts nommés par le Secrétaire général à sa session de fond en juillet 2009.

Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (E/2009/9/Add.4)

88. **La Présidente** invite le Conseil à élire 14 membres du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance pour un mandat de trois ans prenant effet le 1^{er} janvier 2010.

89. **M^{me} de Laurentis** (Secrétaire du Conseil) dit que le Groupe des États d'Afrique a appuyé la candidature du Cap-Vert, du Congo, du Malawi, de la Somalie et de la Tunisie; que le Groupe des États d'Asie a appuyé la candidature du Kazakhstan, du Pakistan et du Qatar; que le Groupe des États d'Europe orientale a appuyé la candidature du Bélarus; que le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes a appuyé la candidature d'El Salvador; et que le Groupe des États d'Europe occidentale et autres États a appuyé la candidature du Danemark, de la France, de l'Irlande et du Luxembourg.

90. **La Présidente** dit que, puisque le nombre de candidats de chaque groupe régional est égal au nombre de sièges à pourvoir pour chaque groupe, elle croit comprendre que le Conseil souhaite élire les candidats proposés par acclamation.

91. *Il en est ainsi décidé.*

92. *Le Bélarus, Le Cap-Vert, le Congo, le Danemark, El Salvador, la France, l'Irlande, le Kazakhstan, le Luxembourg, le Malawi, le Pakistan, le Qatar, la Somalie et la Tunisie sont élus membres du Conseil*

d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance.

93. **La Présidente** dit que le Conseil a été informé que la Finlande, le Japon et les Pays-Bas ont démissionné du siège qu'ils occupent au Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance avec effet au 1^{er} janvier 2010. La Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni, respectivement, ont été proposés pour achever le mandat du Japon et des Pays-Bas, qui doit prendre fin le 31 décembre 2010, et l'Islande a été proposée pour achever le mandat de la Finlande, qui doit prendre fin le 31 décembre 2011. Elle croit comprendre que le Conseil souhaite élire par acclamation l'Islande, la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni comme membres du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance pour les mandats précités.

94. *Il en est ainsi décidé.*

95. *L'Islande, la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni sont élus membres du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance.*

Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés

96. **La Présidente** appelle l'attention sur la résolution 63/146 du 18 décembre 2008, par laquelle l'Assemblée générale a décidé de porter le nombre de membres du Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés de 76 à 78 États et a invité le Conseil à élire les membres supplémentaires. En conséquence, elle invite le Conseil à élire deux États en vue de pouvoir aux nouveaux sièges.

97. **M^{me} de Laurentis** (Secrétaire du Conseil) dit que les candidats sont Djibouti et la République de Moldova.

98. **La Présidente** dit qu'elle croit comprendre que le Conseil souhaite élire les candidats proposés par acclamation.

99. *Il en est ainsi décidé.*

100. *Djibouti et la République de Moldova sont élus membres du Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.*

Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement/Fonds des Nations Unies pour la population (E/2009/9/Add.5)

101. **La Présidente** invite le Conseil à élire 14 membres du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement/Fonds des Nations Unies pour la population pour un mandat de trois ans prenant effet le 1^{er} janvier 2010.

102. **M^{me} de Laurentis** (Secrétaire du Conseil) dit que Groupe des États d'Afrique a appuyé la candidature de l'Afrique du Sud, du Burkina Faso, du Cameroun, de la République démocratique du Congo et du Rwanda; que le Groupe des États d'Asie a appuyé la candidature de l'Inde, du Pakistan et du Qatar; que le Groupe des États d'Europe orientale a appuyé la candidature de la Slovénie; que le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes a appuyé la candidature d'Antigua-et-Barbuda; et que le Groupe des États d'Europe occidentale et autres États a appuyé la candidature de l'Espagne, de la France, du Japon et des Pays-Bas.

103. **La Présidente** dit que, puisque le nombre de candidats de chaque groupe régional est égal au nombre de sièges à pourvoir pour chaque groupe, elle croit comprendre que le Conseil souhaite élire les candidats proposés par acclamation.

104. *Il en est ainsi décidé.*

105. *L'Afrique du Sud, Antigua-et-Barbuda, le Burkina Faso, le Cameroun, l'Espagne, la France, l'Inde, le Japon, le Pakistan, les Pays-Bas, le Qatar, la République démocratique du Congo, le Rwanda et la Slovénie sont élus membres du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement/Fonds des Nations Unies pour la population.*

106. **La Présidente** dit le Conseil a été informé que l'Allemagne, la Norvège, la Nouvelle-Zélande et la Turquie ont démissionné du siège qu'elles occupent au Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement/Fonds des Nations Unies pour la population, avec effet au 1^{er} janvier 2010. Le Canada et la Suisse ont été proposés pour achever le mandat de la Nouvelle-Zélande et de la Turquie, respectivement, qui doit prendre fin le 31 décembre 2010; la Belgique et la Suède ont été proposées pour achever le mandat de l'Allemagne et de la Norvège, respectivement, qui doit prendre fin le 31 décembre

2011. Elle croit comprendre que le Conseil souhaite élire par acclamation la Belgique, le Canada, la Suède et la Suisse au Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement/Fonds des Nations Unies pour la population pour les mandats précités.

107. *Il en est ainsi décidé.*

108. *La Belgique, le Canada, la Suède et la Suisse sont élus membres du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement/Fonds des Nations Unies pour la population.*

Conseil d'administration du Programme alimentaire mondial (E/2009/9/Add.6)

109. **La Présidente** invite le Conseil à élire six membres du Conseil d'administration du Programme alimentaire mondial pour un mandat de trois ans prenant effet le 1^{er} janvier 2010.

110. **M^{me} de Laurentis** (Secrétaire du Conseil) dit que le Groupe des États d'Afrique a appuyé la candidature du Burkina Faso; que le Groupe des États d'Europe orientale a appuyé la candidature de la Fédération de Russie; et que l'Inde et l'Iran (République islamique d') sont les pays dont la candidature n'a pas été appuyée par le Groupe des États d'Asie.

111. **La Présidente** dit que, puisque le nombre de candidats du Groupe des États d'Afrique, du Groupe des États d'Asie et du Groupe des États d'Europe orientale est égal au nombre de sièges à pourvoir par chaque groupe, elle croit comprendre que le Conseil souhaite élire les candidats proposés par acclamation.

112. *Il en est ainsi décidé.*

113. *Le Burkina Faso, la Fédération de Russie, l'Inde et l'Iran (République islamique d') sont élus membres du Conseil d'administration du Programme alimentaire mondial.*

114. **La Présidente** dit qu'en l'absence de tout autre candidat pour le Conseil d'administration du Programme alimentaire mondial, elle croit comprendre que le Conseil souhaite reporter à plus tard l'élection de deux membres du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États pour un mandat de trois ans prenant effet le 1^{er} janvier 2010.

115. *Il en est ainsi décidé.*

Conseil exécutif de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (E/2009/9/Add.7)

116. **La Présidente** invite le Conseil à élire 10 membres du Conseil exécutif de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme pour un mandat de trois ans prenant effet le 1^{er} janvier 2010.

117. **M^{me} de Laurentis** (Secrétaire du Conseil) dit que le Honduras et Saint-Vincent-et-les-Grenadines sont les pays dont la candidature a été appuyée et non appuyée, respectivement, par le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes.

118. **La Présidente** dit que, puisque le nombre de candidats du Groupe des pays d'Amérique latine et des Caraïbes est égal au nombre de sièges à pourvoir pour ce groupe, elle croit comprendre que le Conseil souhaite élire les candidats proposés par acclamation.

119. *Il en est ainsi décidé.*

120. *Le Honduras et Saint-Vincent-et-les-Grenadines sont élus membres du Conseil exécutif de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme.*

121. **La Présidente** dit qu'en l'absence de tout autre candidat pour le Conseil exécutif de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme, elle croit comprendre que le Conseil souhaite reporter à plus tard l'élection de deux membres du Groupe des États d'Afrique, de deux membres du Groupe des États d'Europe orientale et de deux membres du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États pour un mandat prenant effet le 1^{er} janvier 2010.

122. *Il en est ainsi décidé.*

Comité d'attribution du Prix des Nations Unies en matière de population (E/2009/9/Add.8)

123. **La Présidente** invite le Conseil à élire 10 membres du Comité d'attribution du Prix des Nations Unies en matière de population pour un mandat de trois ans prenant effet le 1^{er} janvier 2010.

124. **M^{me} de Laurentis** (Secrétaire du Conseil) dit que le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes a appuyé la candidature du Guatemala et de la Jamaïque et que la République-Unie de Tanzanie est le

pays dont la candidature n'a pas été appuyée par le Groupe des États d'Afrique.

125. **La Présidente** dit que, puisque le nombre de candidats du Groupe des États d'Afrique et du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes est égal ou inférieur au nombre de sièges à pourvoir par chaque groupe, elle croit comprendre que le Conseil souhaite élire les candidats proposés par acclamation.

126. *Il en est ainsi décidé.*

127. *Le Guatemala, la Jamaïque et la République-Unie de Tanzanie sont élus membres du Comité d'attribution du Prix des Nations Unies en matière de population.*

128. **La Présidente** dit qu'en l'absence de tout autre candidat pour le Comité d'attribution du Prix des Nations Unies en matière de population, elle croit comprendre que le Conseil souhaite reporter à plus tard l'élection de deux membres du Groupe des États d'Afrique, de deux membres du Groupe des États d'Asie, d'un membre du Groupe des États d'Europe orientale, d'un membre du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes et d'un membre du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États pour un mandat de trois ans prenant effet le 1^{er} janvier 2010.

129. *Il en est ainsi décidé.*

Conseil de coordination du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (E/2009/9/Add.9)

130. **La Présidente** invite le Conseil à élire neuf membres du Conseil de coordination du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida pour un mandat de trois ans prenant effet le 1^{er} janvier 2010.

131. **M^{me} de Laurentis** (Secrétaire du Conseil) dit que le Groupe des États d'Afrique a appuyé la candidature du Botswana; que le Groupe des États d'Asie a appuyé la candidature du Japon; que le Groupe des États d'Europe orientale a appuyé la candidature de la Pologne; que le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes a appuyé la candidature d'El Salvador; et que le Groupe des États d'Europe occidentale et autres États a appuyé la candidature des Pays-Bas, du Royaume-Uni et de la Suède.

132. **La Présidente** dit que, puisque le nombre de candidats de chaque groupe régional est égal ou inférieur au nombre de sièges à pourvoir pour chaque

groupe, elle croit comprendre que le Conseil souhaite présenter les candidats proposés.

133. *Il en est ainsi décidé.*

134. *Le Botswana, El Salvador, le Japon, Les Pays-Bas, la Pologne, le Royaume-Uni et la Suède sont élus membres du Conseil de coordination du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida.*

135. **La Présidente** dit que le Conseil a été informé que la Suisse et le Danemark renonçaient à leur siège au Conseil de coordination du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida, avec effet au 1^{er} janvier 2010 et au 1^{er} janvier 2011, respectivement. La Suède a été proposée pour achever le mandat de la Suisse, qui doit prendre fin le 31 décembre 2009, et la Finlande a été proposée pour achever le mandat du Danemark, qui doit prendre fin le 31 décembre 2009. Elle croit comprendre que le Conseil souhaite élire par acclamation la Suède et la Finlande au Conseil de coordination du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida pour les mandats précités.

136. *Il en est ainsi décidé.*

137. *La Suède et la Finlande sont élues membres du Conseil de coordination du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida.*

138. **La Présidente** dit qu'en l'absence de tout autre candidat pour le Conseil de coordination du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida, elle croit comprendre que le Conseil souhaite reporter à plus tard l'élection d'un membre du Groupe des États d'Afrique et d'un membre du Groupe des États d'Asie pour un mandat de trois ans prenant effet le 1^{er} janvier 2010.

139. *Il en est ainsi décidé.*

Commission du développement social

140. **La Présidente** invite le Conseil à élire des membres de la Commission du développement social afin de pourvoir à deux des trois sièges restants suite aux élections précédentes, pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et prenant fin à la clôture de la cinquante-et-unième session en 2013.

141. **M^{me} de Laurentis** (Secrétaire du Conseil) dit que le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes a appuyé la candidature du Brésil et du Venezuela (République bolivarienne du).

142. **La Présidente** dit qu'elle croit comprendre que le Conseil souhaite élire par acclamation le Brésil et le Venezuela (République bolivarienne du).

143. *Il en est ainsi décidé.*

144. *Le Brésil et le Venezuela (République bolivarienne du) sont élus membres de la Commission du développement social.*

145. **La Présidente** dit que le Conseil a été informé que le Danemark a démissionné du siège qu'il occupe à la Commission du développement social à la clôture de la quarante-septième session de la Commission.

146. **M^{me} de Laurentis** (Secrétaire du Conseil) dit que la Suède a été proposée pour achever le mandat du Danemark.

147. **La Présidente** dit qu'elle croit comprendre que le Conseil souhaite élire la Suède pour remplacer le Danemark à la Commission du développement social pour un mandat prenant effet immédiatement et prenant fin à la clôture de la cinquante-et-unième session de la Commission.

148. *Il en est ainsi décidé.*

149. *La Suède est élue pour remplacer le Danemark à la Commission du développement social.*

150. **La Présidente** dit qu'en l'absence de tout autre candidat pour la Commission du développement social, elle croit comprendre que le Conseil souhaite reporter à plus tard l'élection d'un membre du Groupe des États d'Europe orientale pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et prenant fin à la clôture de la cinquante-cinquième session de la Commission en 2013.

151. *Il en est ainsi décidé.*

Commission de la science et de la technique au service du développement

152. **La Présidente** invite le Conseil à élire un membre de la Commission de la science et de la technique au service du développement.

153. **M^{me} de Laurentis** (Secrétaire du Conseil) dit que le Groupe des États d'Europe occidentale et autres États a appuyé la candidature du Portugal.

154. **La Présidente** dit qu'elle croit comprendre que le Conseil souhaite élire le Portugal par acclamation à la Commission de la science et de la technique au service

du développement pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et prenant fin à la clôture de la cinquante-et-unième session de la Commission, en 2013.

155. *Il en est ainsi décidé.*

156. *Le Portugal est élu membre de la Commission de la science et de la technique au service du développement.*

157. **La Présidente** rappelle au Conseil qu'il reste, à la Commission de la science et de la technique au service du développement, un siège supplémentaire à pourvoir par le Groupe des États de l'Europe orientale.

Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour les établissements humains

158. **La Présidente** invite le Conseil à examiner les sièges restant à pourvoir au Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour les établissements humains.

159. **M^{me} de Laurentis** (Secrétaire du Conseil) dit que le Groupe des États d'Afrique a appuyé la candidature de la Côte d'Ivoire, et que le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes a appuyé la candidature de Cuba.

160. **La Présidente** dit qu'elle croit comprendre que le Conseil souhaite élire par acclamation la Côte d'Ivoire et Cuba au Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour les établissements humains pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et prenant fin le 31 décembre 2012.

161. *Il en est ainsi décidé.*

162. *La Côte d'Ivoire et Cuba sont élus membres du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour les établissements humains.*

163. **La Présidente** dit que, puisqu'il n'y a pas d'autres candidatures pour le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour les établissements humains, elle croit comprendre que le Conseil convient de reporter à plus tard l'élection des cinq membres suivants : deux membres du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et prenant fin le 31 décembre 2011; un membre du Groupe des États d'Asie et deux membres du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États pour un mandat

prenant effet à la date de l'élection et prenant fin le 31 décembre 2012.

164. *Il en est ainsi décidé.*

Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation (suite)

Inclusion d'un point subsidiaire supplémentaire à l'ordre du jour de la session de fond de 2009 (E/2009/11 et E/2009/64; E/2009/L.7)

165. **La Présidente** appelle l'attention sur le projet de décision contenu dans le document E/2009/L.7. À la séance du Conseil du 26 mars 2009, le Conseil a été saisi du document E/2009/11 contenant une proposition d'inclusion d'un point subsidiaire intitulé « Réhabilitation des zones marécageuses dans les régions méridionales de l'Iraq », et elles croient comprendre que ce sujet a fait l'objet de consultations informelles le 14 mai.

166. **M. Janoušek** (Observateur de la République tchèque), parlant au nom de l'Union Européenne, salue les progrès accomplis en matière de réhabilitation des zones marécageuses, mais comprend qu'il reste beaucoup à faire. Certains États membres de l'Union européenne soutiennent le Programme des Nations Unies pour l'environnement PNUE) à cet égard.

167. Le point subsidiaire supplémentaire intitulé « Réhabilitation des zones marécageuses dans les régions méridionales de l'Iraq » est essentiellement une question propre au pays qui pourrait être plus judicieusement traitée par le Conseil d'administration du PNUE ou dans le cadre d'une manifestation parallèle de la session du Conseil. L'Union européenne craint que l'ajout d'un point subsidiaire à l'ordre du jour ne crée un précédent. Si le point subsidiaire est inclus pour la session de 2009, il doit l'être pour cette session uniquement et ne pas devenir un point permanent.

168. **M. Al Bayati** (Iraq) dit que les zones marécageuses irakiennes constituent un écosystème environnemental unique qui existe depuis l'époque de la civilisation sumérienne. Malgré leur importance pour la région, le régime précédent a utilisé les zones marécageuses à des fins militaires pendant et après l'invasion du Koweït et a déplacé de nombreuses familles en dehors de cette région. Depuis la chute de ce régime, de nombreux pays européens et asiatiques, notamment le Japon, ont aidé à réhabiliter les zones

marécageuses, mais un soutien plus important de la communauté internationale est nécessaire. La sécheresse de ces trois dernières années a contraint de nombreuses familles supplémentaires à quitter les zones marécageuses et la réhabilitation de la région pourrait prendre deux à trois ans. Il apprécierait que l'Union européenne revoie sa position et que le Conseil puisse adopter la résolution.

169. **La Présidente** dit qu'elle croit comprendre que le Conseil décide d'inclure dans l'ordre du jour provisoire de la session de fond de 2009 du Conseil économique et social, sous le point 13 a) de l'ordre du jour intitulé « Questions relatives à l'économie et à l'environnement : développement durable », un point subsidiaire supplémentaire intitulé « Réhabilitation des zones marécageuses dans les régions méridionales de l'Iraq ».

170. *Il en est ainsi décidé.*

171. **La Présidente** note qu'un certain nombre de recommandations concernant le Conseil ont été formulées dans un document relatif à la gouvernance des activités opérationnelles établi par le Secrétaire général dans le contexte des consultations de l'Assemblée générale relatives à la cohérence du système des Nations Unies. Elle est disposée à organiser un échange de vues sur ce sujet si les membres le souhaitent.

La séance est levée à 12 h 5.